

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

PIERRE AVENIR

Société Civile de Placement Immobilier en liquidation au capital de 48 384 920 €
Siège Social : 50 cours de l'Ile Seguin – 92100 Boulogne-Billancourt
512 482 522 R.C.S. NANTERRE
(la « Société »)

AVIS DE CONVOCATION

Les associés de la Société sont convoqués en assemblée générale mixte, qui se tiendra au siège social de la Société, au 50, cours de l'Ile Seguin – 92100 Boulogne-Billancourt, le mardi 2 juin 2026 à 9 heures à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

I. – Ordre du jour.**RESOLUTIONS A CARACTERE ORDINAIRE**

1. Approbation des comptes clos le 31 décembre 2025 sur la base des rapports du Liquidateur, du Conseil de surveillance et du Commissaire aux comptes,
2. Approbation du rapport du liquidateur de la Société (le « Liquidateur ») et quitus de sa gestion,
3. Approbation du rapport du Conseil de surveillance,
4. Approbation du rapport du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées et de celles-ci,
5. Constatation et affectation du résultat de l'exercice,
6. Pouvoirs pour formalités.

RESOLUTIONS A CARACTERE EXTRAORDINAIRE

7. Modification de l'article 16 – « SOCIETE DE GESTION » des statuts de la Société (siège social) ;
8. Modification de l'article 16 – « SOCIETE DE GESTION » des statuts de la Société (dénomination sociale) ;
9. Modification de l'article 19 – « CONSEIL DE SURVEILLANCE - NOMINATION » des statuts de la Société ;
10. Modification de l'article 21 – « ASSEMBLEES GENERALES – CONVOCATION » des statuts de la Société ;
11. Modification de l'article 21 – « ASSEMBLEES GENERALES - ORGANISATION » des statuts de la Société (quorum) ;
12. Modification de l'article 21 – « ASSEMBLEES GENERALES - ORGANISATION » des statuts de la Société ;
13. Modification de l'article 22 – « ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE » des statuts de la Société ;
14. Modification de l'article 23 – « ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE » des statuts de la Société ;
15. Modification de l'article 25 – « CONSULTATION PAR CORRESPONDANCE » des statuts de la Société ; et
16. Pouvoirs pour formalités

II. – Texte des résolutions.**DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE****PREMIERE RESOLUTION**

L'assemblée générale ordinaire, connaissance prise des rapports du Liquidateur, du conseil de surveillance et du commissaire aux comptes, approuve les comptes clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils lui sont présentés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire connaissance prise du rapport du Liquidateur, approuve ce rapport et lui donne quitus de sa gestion pour l'exercice 2025.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du conseil de surveillance, approuve ce rapport et, en tant que de besoin, renouvelle sa confiance au conseil de surveillance aux fins d'exécution de son mandat dans toutes ses dispositions.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial du commissaire aux comptes en application de l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier, approuve chacune des conventions qui y sont visées.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire constate et décide d'affecter le résultat de l'exercice de la façon suivante :

Perte de l'exercice 2025	(196 141,00) €
Majoré du report à nouveau	50 955,91 €

Résultat distribuable	(145 185,09) €
------------------------------	-----------------------

Affecté comme suit :

Nouveau report à nouveau	(145 185,09) €
--------------------------	----------------

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ces délibérations pour l'accomplissement de toutes formalités légales de publicité.

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**SEPTIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du Liquidateur, décide de modifier, sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale de la Société de Gestion du changement de sa dénomination et à compter de la date de réalisation de ce changement, l'article 16 des statuts de la Société (« NOMINATION DE LA SOCIETE DE GESTION ») comme suit :

« [...] La société BNP Paribas ~~Real Estate Investment Management France Asset Management Real Asset SGP, BNP Paribas REIM France~~ Société Anonyme à Directoire [...] »

L'assemblée générale extraordinaire donne tout pouvoir au Liquidateur pour procéder à la modification subséquente des statuts de la Société dès que cette modification aura été approuvée par l'assemblée générale de la Société de Gestion et à compter de la date d'entrée en vigueur de celle-ci, et procéder le cas échéant à toute autre modification de la cette dénomination sociale telle que celle-ci aura finalement été décidée par l'assemblée générale de la Société de Gestion.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du Liquidateur, décide de modifier, sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale de la Société de Gestion du transfert de son siège social et à compter de la date de réalisation de ce transfert, l'article 16 des statuts de la Société (« SOCIETE DE GESTION ») comme suit :

« [...], ayant son siège social ~~167 quai de la Bataille de Stalingrad 92867 Issy les Moulineaux Cedex, Tour Majunga – La Défense 9 – 6, place de la Pyramide – 92800 Puteaux.~~ [...] »

L'assemblée générale extraordinaire donne tout pouvoir au Liquidateur pour procéder à la modification subséquente des statuts de la Société dès que cette modification aura été approuvée par l'assemblée générale de la Société de Gestion et à compter de la date d'entrée en vigueur de celle-ci, et procéder le cas échéant à toute autre modification du siège social telle que celle-ci aura finalement été décidée par l'assemblée générale de la Société de Gestion.

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du Liquidateur, décide de modifier l'article 19 des statuts de la Société (« CONSEIL DE SURVEILLANCE - NOMINATION ») comme suit :

« [...] Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt de la Société sur convocation du Président ou de la société de gestion. Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit désigné par la convocation. ~~Le Conseil de Surveillance peut également se tenir par visioconférence ou par tout moyen de télécommunication permettant l'identification des membres et garantissant leur participation effective. Les membres participant à une réunion par ces moyens sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, ainsi que, le cas échéant, pour l'attribution des jetons de présence.~~ [...] »

Le reste de l'article demeure inchangé

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du Liquidateur, décide de modifier l'article 21 des statuts de la Sociétés (« ASSEMBLEES GENERALES – CONVOCATION ») comme suit :

« Les associés sont réunis au moins une fois par an en assemblée générale ordinaire dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour l'approbation des comptes.

Les assemblées générales sont convoquées par la société de gestion, qui fixe le lieu, la date et les modalités de participation. A défaut elles peuvent être également convoquées :

- par le Conseil de Surveillance,
- par le ou les Commissaires aux Comptes,
- par un mandataire désigné en justice, soit à la demande de tout intéressé en cas d'urgence, soit à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant au moins le dixième du capital social,
- par le ou les liquidateurs.

Les associés sont convoqués aux assemblées générales par l'insertion d'un avis de convocation et par l'envoi d'une lettre ordinaire.

Sous la condition d'adresser à la Société les frais de recommandation, les associés peuvent demander à être convoqués par lettre recommandée.

Le délai entre la date de l'insertion contenant l'avis de convocation ou la date de l'envoi des lettres, si cet envoi est postérieur et la date de l'assemblée est au moins de quinze jours, **sur première convocation, et de six jours sur convocations suivantes.** **Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer valablement, faute de quorum requis, la deuxième assemblée est convoquée dans les formes ci-dessus ; l'avis et les lettres rappellent la date de la première assemblée..»**

ONZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du Liquidateur, décide de modifier l'article 21 des statuts de la Société (« ASSEMBLEES GENERALES - ORGANISATION ») comme suit :

« L'assemblée générale est présidée par la société de gestion ; à défaut l'assemblée élit son Président; sont scrutateurs de l'assemblée les deux membres de ladite assemblée disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix proportionnel à sa part du capital social.

Le bureau de l'assemblée est formé du Président et des deux scrutateurs, il désigne un secrétaire, qui peut être choisi en dehors des associés.

A chaque assemblée, il est dressé une feuille de présence.

Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales en personne ou de voter par procuration en désignant ou non un mandataire, celui-ci devant obligatoirement être choisi parmi les associés ou encore par correspondance, selon les modalités prévues par la réglementation.

Pour toute procuration d'un associé sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un avis favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par la société de gestion et un vote défavorable à l'adoption de tous autres projets de résolution.

Pour émettre tout autre vote, l'associé doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant. Les associés souhaitant recourir à la télécommunication électronique en lieu et place d'un envoi postal pour satisfaire aux formalités prévues aux articles R. 214-138, R. 214-143 et R. 214-144 du Code monétaire et financier en avisent préalablement la société par écrit.

La demande de transmission des documents par voie électronique, pour être valablement prise en compte lors de la prochaine assemblée, est notifiée à la société de gestion au plus tard vingt jours avant la date de cette assemblée. A défaut, la transmission par voie électronique sera effective pour l'assemblée générale suivante **se tenant sur première convocation**.

Les associés ayant accepté de recourir à la télécommunication électronique peuvent également voter par voie électronique dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables ainsi que dans les conditions fixées par la société de gestion et transmises aux associés.

Le vote exprimé avant l'Assemblée par ce moyen électronique sera considéré comme un écrit opposable à tous.

Pour le calcul du quorum, la date à laquelle il ne sera plus tenu compte des formulaires de vote reçus par la société ne peut être antérieure de plus de trois jours à la date de réunion de l'assemblée.

Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs. La feuille de présence dûment émargée par les associés présents et les mandataires est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Tout associé peut participer et voter à une Assemblée par un moyen de télécommunication permettant son identification, dans les conditions fixées réglementairement, sous réserve que l'avis de convocation le prévoit. L'Assemblée Générale peut se tenir exclusivement par un moyen de télécommunication permettant l'identification des associés dans les conditions fixées réglementairement, sous réserve que l'avis de convocation le prévoit.

~~**L'Assemblée Générale peut valablement se tenir et délibérer sans condition de quorum, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.**~~

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux qui sont signés par les membres du bureau et établis sur un registre.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés par la société de gestion, par un membre du Conseil de Surveillance, ou par le secrétaire de l'assemblée.

L'assemblée générale est appelée à statuer sur l'ordre du jour arrêté par l'auteur de la convocation. »

DOUZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, décide de modifier les paragraphes 5 à 8 du sous-article « organisation » de l'article 21 des statuts, désormais rédigé comme suit dans la colonne de droit (les parties modifiées figurant en caractère gras) :

Article 21 (rédaction actuelle) ASSEMBLEES GENERALES (...) ORGANISATION	Article 21 (nouvelle rédaction) ASSEMBLEES GENERALES (...) ORGANISATION
<p><i>L'assemblée générale est présidée par la société de gestion (...)</i></p> <p><i>Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales en personne ou de voter par procuration en désignant ou non un mandataire celui-ci devant obligatoirement être choisi parmi les associés ou encore par correspondance, selon les modalités prévues par la réglementation</i></p> <p>Pour toute procuration d'un associé sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un avis favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par la société de gestion et un vote défavorable à l'adoption de tous autres projets de résolution.</p> <p>Pour émettre tout autre vote, l'associé doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.</p>	<p><i>L'assemblée générale est présidée par la société de gestion (...)</i></p> <p><i>Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales en personne ou de voter par procuration en désignant ou non un mandataire celui-ci devant obligatoirement être choisi parmi les associés ou encore par correspondance, selon les modalités prévues par la réglementation</i></p> <p>Les formulaires de pouvoir adressés aux associés comportent deux possibilités de délégation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une première laissant une zone libre permettant de donner pouvoir à tout associé • Une seconde permettant de donner pouvoir « au président du conseil de surveillance, à défaut au représentant du conseil de surveillance à l'assemblée générale » <p>Ces deux possibilités sont suivies de la mention suivante, dans la même police de caractères : « Conformément à l'article L214-104 du Comofi, pour les pouvoirs donnés sans désignation de mandataire sont exercés par le président de l'assemblée générale, qui émet un avis favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par la société de gestion et un vote défavorable à l'adoption de tous autres projets de résolution.</p> <p>Pour les pouvoirs donnés à un associé nommément désigné, au président du conseil de surveillance ou au représentant du conseil, le mandataire est libre de son vote pour chaque résolution, présentée par la société de gestion ou non agréée par elle.</p> <p>Le vote pour la désignation des membres du conseil de surveillance doit être exercé par l'associé lui-même, les mandataires ne peuvent exercer leur pouvoir pour ces résolutions.</p> <p>Pour émettre tout autre vote, l'associé doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.</p>

TREIZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du Liquidateur, décide de modifier l'article 22 des statuts de la Société (« ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ») comme suit :

« L'assemblée générale ordinaire entend les rapports de la société de gestion et du Conseil de Surveillance sur la situation des affaires sociales. Elle entend également celui du ou des Commissaires aux Comptes.

Elle statue sur les comptes et décide de l'affectation et de la répartition des bénéfices.

Elle décide la réévaluation de l'actif sur rapport spécial des Commissaires aux Comptes.

Elle nomme ou remplace les Commissaires aux Comptes, les membres du Conseil de Surveillance, et fixe leurs jetons de présence.

Elle pourvoit au remplacement de la société de gestion en cas de vacance consécutive aux cas évoqués à l'article 16.

Elle accepte la candidature de l'expert externe en évaluation qui lui est présentée par la société de gestion

Elle donne à la société de gestion toutes autorisations pour tous les cas où les pouvoirs à elle conférés seraient insuffisants.

Elle statue sur les conventions visées à l'article L. 214-106 du Code Monétaire et Financier.

Elle prend les décisions visées à l'article 17 des présents statuts.

Elle délibère sur toutes propositions portées à l'ordre du jour qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Sur première convocation, l'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, détiennent au moins le dixième du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, il est convoqué une deuxième fois, à six jours d'intervalle au moins, une nouvelle assemblée, pour laquelle aucun quorum n'est requis. Elle doit délibérer sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion. Les décisions de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, ~~sans condition de quorum.~~ »

QUATORZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du Liquidateur, décide de modifier l'article 23 des statuts de la Société (« ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE ») comme suit :

« L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et notamment décider l'augmentation ou la réduction du capital social et déléguer à la société de gestion le pouvoir d'en fixer les modalités, de les constater, d'accomplir les formalités nécessaires, en particulier les modifications corrélatives des statuts.

Sur première convocation, l'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, détiennent au moins le dixième du capital social.

Si cette condition de quorum n'est pas remplie, il est convoqué une deuxième, à six jours d'intervalle au moins, une nouvelle assemblée, pour laquelle aucun quorum n'est requis. Elle doit délibérer sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.

Les décisions de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, ~~sans condition de quorum.~~ »

QUINZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du Liquidateur, décide de modifier l'article 25 des statuts de la Société (« CONSULTATION PAR CORRESPONDANCE ») comme suit :

« Des décisions collectives peuvent être prises par les associés par voie de consultation écrite, à l'initiative de la société de gestion dans les cas où la loi ne rend pas obligatoire la réunion de l'assemblée générale.

Afin de provoquer ce vote, la société de gestion adresse à chaque associé le texte des résolutions qu'il propose et y ajoute, s'il y a lieu, tous renseignements, documents et explications utiles.

Cet envoi est fait par lettre recommandée.

Les associés ont un délai de vingt jours à compter de la date de réception de cette lettre pour émettre par écrit leur vote. La société de gestion ne tiendra pas compte des votes qui lui parviendraient après l'expiration de ce délai.

En ce cas, l'auteur du vote parvenu en retard, de même que l'associé qui se serait abstenu de répondre, seraient considérés comme s'étant abstenus de voter.

La société de gestion, ou toute personne par elle désignée, rédige le procès-verbal de la consultation, auquel elle annexe les résultats de vote. Le procès-verbal est transcrit sur le registre prévu à l'article 21.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés par la société de gestion.

Les décisions collectives, par consultations écrites, doivent pour être valables, réunir les conditions **de quorum et** de majorité définies ci-dessus, **sans condition de quorum pour les assemblées générales sur première convocation.** »

SEIZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ces délibérations pour l'accomplissement de toutes formalités légales de publicité.

Pour avis :
Le Liquidateur
BNP Paribas REIM FRANCE